

Déclaration de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, sur sa politique en faveur de l'emploi et du pouvoir d'achat, à Mâcon le 8 octobre 2007.

Mesdames et Messieurs,

Merci d'abord de votre présence. Je sais que l'équipe du matin a bien voulu venir.

Les raisons de ma présence sont doubles. D'abord, je veux que l'on garde des usines en France. Ici, c'est de la métallurgie. Il y a un savoir faire. C'est vrai que les services, c'est important. C'est vrai que les bureaux, c'est important. Mais un pays qui perdrait sa tradition ouvrière, un pays qui perdrait ses usines, c'est un pays qui se renierait lui-même. Si le chef de l'Etat ne va pas dans les usines, qui ira ? Cela fait trop longtemps que l'on tourne le dos aux usines. Je sais très bien que, pendant ma campagne électorale, d'abord, on a commencé par se moquer en disant : il va dans les usines, il n'a rien compris. Évidemment, il fallait que j'aille visiter des laboratoires de nanotechnologie qui sont tellement modernes. Mais la majeure partie des travailleurs français savent parfaitement que ce n'est pas pour eux, surtout ceux qui ont commencé tôt. En venant dans les usines, je veux dire que c'est pour moi une priorité, et puis, cela me fait plaisir de venir une fois élu. Il y en a beaucoup qui ont pensé que je venais avant l'élection et que j'oublierais après. Je veux continuer.

Par ailleurs, les ouvriers le savent bien, les Français savent bien cela, et même ceux qui ne travaillent pas dans les usines : que si l'emploi dans les usines s'en va, c'est, après, le leur qui partira. Dans la compétition mondiale, on va garder nos usines. On va investir massivement parce qu'il faut que l'on garde de la sidérurgie. Il faut que l'on garde de la métallurgie. Il faut que l'on garde du textile. Il faut que l'on garde ce qui fait le tissu industriel de la France. C'est la première raison de ma présence.

La deuxième raison, c'est que depuis le 1er octobre 2007, la nouvelle loi sur les heures supplémentaires est en place. Je sais que, ici, il y a une partie d'entre vous qui faisait déjà des heures supplémentaires. A ceux-là, je veux dire que ce qui est fait comme heures supplémentaires, à partir du mois d'octobre, vous ne payerez plus d'impôts dessus, et que les entreprises auront des cotisations sociales en moins dessus. Quelle est mon idée, là-dedans ? Je remercie d'ailleurs les représentants des organisations syndicales qui m'ont remis un papier, j'y répondrai. Ils ne sont pas pour, mais ils sont là et c'est normal, dans une démocratie, que l'on discute.

Quel est mon raisonnement ? La France ne vit pas au-dessus de ses moyens. Elle vit en-dessous de ses capacités.

Je m'explique. Le problème de la France ce n'est pas qu'il y a trop de travail, c'est qu'il n'y en a pas assez. Nous sommes les seuls à travers le monde qui nous sommes dotés d'une loi pour empêcher les gens qui voulaient travailler. Il n'y a pas un autre pays qui nous a copié, moyennant quoi on a plus de jeunes au chômage, on a plus de quinquagénaires au chômage, on n'a pas assez de gens qui travaillent, donc on n'a pas assez de créations de richesse, donc on n'a pas assez de croissance.

Mon projet, il est simple : libérer les forces de travail dans notre pays. Je veux interdire que l'on mette les gens dehors, qu'on les mette en préretraite pour se débarrasser des 55 ans. C'est tout à fait contradictoire de dire : il faut travailler plus longtemps et, dans le même temps, on vous met dehors à 55 ans. Je veux qu'il y ait plus de jeunes qui puissent rentrer en formation, et qu'

met denois a 55 ans. Je veux qu'il y ait plus de jeunes qui puissent rentrer en formation, et au travail, et je veux poser la question du pouvoir d'achat parce qu'il y a des petits salaires. Ici, vous êtes dans une entreprise, cela travaille bien, il y a la prime mais, en même temps, il y a tout un tas de gens qui disent : « on a bossé tout le mois et, à la fin du mois, il ne reste rien ». Bien sûr que c'est un problème qui se pose. Je vois tous les spécialistes, ils disent : "ce n'est pas un problème de pouvoir d'achat en France". Tu parles ! Pas pour eux, mais pour vous oui ! Quand on a 1500, 1600, 1400 euros par mois, à la fin du mois, il ne reste pas grand-chose. Ce que j'ai voulu faire c'est cela. C'est dire aux Français : on va vous permettre de travailler davantage pour gagner davantage. Il y a un des représentants tout-à-l'heure qui me dit : ce n'est pas cela qu'il faut faire, il faut que l'on ne travaille pas plus et qu'on augmente les salaires. Oui, bien sûr, et comment on fait et qui paie ? Qui paie ? D'abord, ce n'est pas moi qui décide de l'augmentation des salaires. Si je venais ici en disant : "écoutez, travaillez pas plus, vous allez gagner 20 % de plus", lequel me croirait ? Lequel me croirait ? Personne ! Personne ne me croirait, vous auriez raison. Qu'est-ce que je dis : on va vous permettre de travailler plus pour gagner plus. J'ai proposé une véritable révolution économique. Tout était fait pour décourager les heures supplémentaires. Moi, je veux tout faire pour les encourager, et je veux que le travail de plus que vous allez faire vous rapporte plus. Mais, vous comprenez bien que si on crée davantage de richesses, vous pouvez gagner davantage. C'est cela que je veux porter comme message. C'est que si la France a trop de chômeurs c'est parce que l'on a dévalorisé le travail, parce que l'on n'a pas valorisé le travail, parce que l'on n'a pas récompensé le travail.

J'ajoute que je viens de la Maison de l'emploi, et j'ai dit qu'on allait faire la fusion ANPE/ASSEDIC pour être plus efficace pour trouver un emploi à ceux qui en cherchent. Mais je souhaite également que l'on mette en place un plan de lutte contre la fraude. Je veux qu'il n'y en ait plus un seul qui se dise : je gagne davantage avec l'assistanat qu'avec le travail, parce que l'ouvrier qui vient au boulot, s'il voit que celui-là, dans sa ville, dans son quartier, dans son immeuble ou dans son village, il ne travaille pas et il gagne autant, alors il va se décourager d'y aller. Cela n'est pas possible. L'immense majorité des chômeurs sont des gens qui cherchent un emploi, mais il y a une minorité qui fraude. Cette minorité-là doit être sanctionnée. Je dis d'ailleurs que cela doit atteindre tous les niveaux de la société. S'il y a des gens qui ont fraudé chez EADS, il faut que la justice aille jusqu'au bout, qu'on connaisse la vérité, que ceux qui se sont comportés de façon malhonnête soient punis à due proportion de ce qu'ils ont fait. Il ne peut pas y avoir une règle en bas et une règle différente en haut. Pareil pour les stock-options. Moi, je souhaite que cela ne soit pas réservé à une minorité. Si on veut donner des stock-options, et bien on les donne à tout le monde. Parce que la richesse d'une entreprise, c'est le boulot de la dernière petite secrétaire comme du premier des ingénieurs : c'est tout le monde qui doit en profiter, pas quelques uns. J'irai jusqu'au bout de l'enquête pour savoir quelles ont été les responsabilités de l'Etat à ce moment là. Je veux que les choses soient claires entre nous. Il faut que l'on donne plus de travail. Il faut que l'on résolve le problème du pouvoir d'achat. Il faut qu'on libère les possibilités de travailler en France. C'est comme ça que l'on gardera nos usines. C'est comme ça qu'on améliorera le pouvoir d'achat et c'est comme ça que vous retrouverez confiance dans la politique.

Moi, vous savez, je sais parfaitement que, dans les usines, il y en a beaucoup qui ne votaient plus depuis longtemps. Pourquoi ils ne votaient plus ? Pas parce que ce sont des mauvais citoyens, mais parce qu'ils ne croyaient plus. Ils se disaient : « ils parlent tous et ils font tous la même chose ». Cette année il y en a 85 % qui ont voté, cela veut donc dire que dans les usines, de nouveau, on s'est mis à espérer, à y croire et je sais parfaitement que je n'ai pas le droit de décevoir. Parce que s'il y a 85 % de Français qui ont voté, c'est que, vous aussi, vous avez voté?? Dans les usines, je sais parfaitement qu'il y a un certain nombre d'entre vous qui ont voté pour les extrêmes, pas parce qu'ils vous plaisaient, mais parce que les autres vous ne les croyez pas, et que c'était une façon s'exprimer une colère. Est-ce qu'il va rester des emplois en France ? Est-ce que cela sert à quelque chose de travailler, ou se moque-t-on de nous ? Et je sais parfaitement que je dois porter des réponses à toutes ces questions. Moi, je ne veux pas raconter des mensonges : pour gagner plus il faut travailler plus. Pour financer la retraite, si on vit plus

longtemps il faut bien cotiser plus longtemps. Il ne faut pas compter sur moi pour aller raconter des salades. Après tout, c'est le financement de nos retraites qui en jeu. Qu'est-ce que vous voulez que je vous dise ? Tant mieux qu'on gagne en espérance de vie et heureusement qu'on va vivre plus longtemps, mais si on vit plus longtemps, si nos enfants rentrent plus tard sur le marché du travail, si nos plus anciens partent plus tôt du marché du travail et si entre temps on travaille moins, qui va payer ?

C'est pareil. C'est ce que je dis aux cheminots, aux électriciens, aux gaziers. Je leur dis : on vous respecte. Je défendrai vos régimes, mais en même temps, vous ne pouvez pas cotiser 37 années et demi alors que les autres cotisent 40 ans. Ce n'est pas possible. Il ne faut pas les accuser, je ne veux pas monter les uns contre les autres. Je dois amener tout le monde vers l'harmonisation de ces régimes. Je voulais venir après mon élection, parce que j'irai toutes les semaines, tous les mois, dans les usines, au contact des travailleurs pour leur dire : voilà ce que l'on fait. Alors, on ne réussira pas tout. C'est bien difficile, mais je veux que vous sachiez ce que l'on fait, pourquoi on le fait et comment on le fait, pour obtenir plus d'emplois et plus de pouvoir d'achat. Tous ceux qui parlent, cela ne sert à rien. Pour les partisans de la pensée unique, rien ne sert à rien. Mais qu'attend-t-on de moi ? Que je commente les difficultés ! Non, on attend de moi que j'apporte des solutions, et que je puisse venir ici. Je respecte tout à fait ceux qui ne sont pas de cet avis. Et bien, on jugera. On verra à la fin de l'année s'il y a plus d'heures supplémentaires. On verra s'il y a plus d'ouvriers qui ont pris ces heures supplémentaires. On verra si, à la fin du mois, il y a plus d'argent parce que l'on fait plus d'heures supplémentaires. Celui qui va faire des heures supplémentaires, il ne paiera pas d'impôts dessus et pas de cotisations dessus, ce n'est pas rien. Cela, c'est du pouvoir d'achat qui va rester. Il ne faut pas me demander de rien faire. Je n'ai pas été élu pour dire à la France : « travaillez moins, vous gagnerez plus ». Cela, je ne peux pas le dire, parce que je n'y crois pas. Et si je n'y crois pas moi-même, il n'y a personne qui y croira. Voilà, je voulais vous dire cela, du fond de ma sincérité. Je sais bien ce qu'on attend d'un Chef de l'Etat dans les sommets internationaux, il faut que je le fasse aussi, mais ma place, elle est aussi là, à rencontrer les gens. Je suis aussi le Président des ouvriers, même de ceux qui n'ont pas voté pour moi. C'est ma responsabilité. C'est pour cela que je fais l'ouverture. Il y a ceux qui me disent : vous êtes en campagne électorale ! Il a trouvé cela tout seul lui. Je ne suis pas en campagne électorale, je rencontre des gens. C'est quand même mon rôle. Qu'attend-t-on de moi ? Que je reste à l'Elysée enfermé dans mon bureau. Je dois aller sur le terrain, je dois aller voir des gens, je dois expliquer cela. Il y a une nouvelle loi, elle est en vigueur depuis le 1er octobre, je souhaite qu'elle s'applique massivement, je souhaite que les entreprises vous donnent le maximum d'heures supplémentaires, que vous preniez le maximum de rémunération pour ces heures supplémentaires, que cela crée le maximum d'activité, que cela développe le commerce, que cela crée de la croissance et qu'au bout du compte, il y ait moins de chômeurs : voilà ce que l'on essaie de faire. Vous savez, je ne ferai pas de plan de rigueur, je ne ferai pas de politique sacrificielle, parce que chaque fois qu'on l'a fait, cela a échoué. Ma politique, c'est libérer le travail, créer des richesses, permettre à des gens d'investir, garder des usines, augmenter le pouvoir d'achat en augmentant le travail. Cela est ma politique. Je ne veux pas d'une autre. Et puis on jugera et on verra bien ce qu'ils disent. Ma politique, c'est être généreux avec ceux qui veulent s'en sortir et c'est sanctionner les fraudeurs. Ma politique, c'est dire à celui qui a investi dans une entreprise, qui crée une nouvelle technologie : c'est normal que vous gagniez plus d'argent. Ma politique, c'est aussi de dire que celui qui prend des stock-options sans aucune raison ou qui prend un parachute doré, que cela je ne l'accepte pas, parce que c'est injuste. Cela m'a fait plaisir de vous dire tout cela. Si vous voulez bien, je parlerai avec vous si vous l'acceptez. Merci